sciendo
Swiss Journal of Sociology, 47 (3), 2021, 411–430

Les formes de socialisation au cœur d'associations de services sociaux de proximité : la « convivialité » en question

Joseph Vaessen*

Résumé : Cet article interroge le potentiel politique d'associations de services sociaux de proximité, en partant d'une analyse des formes de socialisation, selon le sens donné à cette catégorie par Simmel et Mead, ainsi que par leur postérité dans la sociologie de Goffman. Il s'appuie sur une enquête ethnographique réalisée dans trois collectifs locaux de la Croix-Rouge de Belgique. Il donne à voir les obstacles à la « convivialité » et à l'émergence du politique dans ces associations.

Mots-clés : Associations, services sociaux, socialisation, carrière morale, convivialité

The Forms of Socialization Within Associations of Local Social Services: The "Conviviality" in Question

Abstract: This article questions the political potential of associations of local social services, starting from an analysis of the forms of socialization, following the meaning given to this category by Simmel, Mead, and their posterity in Goffman's sociology. It is based on an ethnography carried out in three local associations of the Belgian Red Cross. It shows the obstacles to "conviviality" and to the emergence of politics in these associations.

Keywords: Associations, social services, socialization, moral career, conviviality

Die Formen der Sozialisation in Verbänden lokaler sozialer Dienste: die Frage der Geselligkeit

Zusammenfassung: Dieser Artikel befragt das politische Potenzial von Vereinigungen lokaler Sozialdienste, ausgehend von einer Analyse der Sozialisationsformen. Er folgt der Bedeutung, die dieser Kategorie von Simmel, Mead und in der Folge von Goffmans Soziologie gegeben wurde. Der Aufsatz stützt sich auf eine Ethnographie, die in drei lokalen Sektionen des belgischen Roten Kreuzes durchgeführt wurde. Sie zeigt die Hindernisse für die Entstehung von Geselligkeit und Politik in diesen Vereinen.

Schlüsselwörter: Vereinigungen, Sozialdienste, Sozialisation, moralische Karriere, Geselligkeit

* Research fellow of the Belgian National Fund for Scientific Research (F. R. S.-FNRS) Institute for the Analysis of Change in Contemporary and Historical Societies (IACS), Université catholique de Louvain, B-1348 Louvain-la-Neuve, joseph.vaessen@uclouvain.be

Seismo
DOI 10.2478/sjs-2021-0022
© 2021. This work is licensed under the Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 License. (CC BY-NC-ND 4.0)

1 Introduction[1]

Depuis la fin du XX^{ème} siècle, le salariat et les régulations collectives qui y sont associées s'effritent dans nombre de sociétés occidentales et tout un chacun se retrouve de plus en plus devant l'obligation d'être un individu autonome et responsable de sa situation (Castel 2009). Face à la concurrence accrue sur le marché du travail, à un système de normes qui érige la valeur marchande en priorité et à la dégradation de leurs liens de proximité, de nombreuses personnes se voient « désinsérées » (de Gaulejac et Taboada Leonetti 1994), « désaffiliées » (Castel 2009) voire « disqualifiées » (Paugam 2009). L'espace public se morcelle « entre des ‹ centres › impitoyables où chacun a sa place et des ‹ périphéries › où se trouvent ceux qui ont perdu leur place ou qui n'en ont jamais eu » (Roulleau-Berger 2007, 138).

Dans un mouvement d'« autoprotection » de la société (Polanyi 1983), de nombreuses associations tentent de colmater les brèches en proposant des services sur les plans tant matériel que relationnel à destination des plus démunis. Ces collectifs, qui visent souvent à recréer du lien social au cœur de nos localités, peuvent être perçus comme les vecteurs de nouvelles exigences démocratiques et solidaires (Laville 2010). C'est cette thèse, soulignant le potentiel politique de ces associations, que cet article entend interroger.

Nous souhaitons ici explorer *le* politique « en tant que celui-ci relève *toujours à la fois* du vivre-ensemble et de l'agir en commun, des formes sociales de l'appartenance et des formes d'engagement dans la cité » (Berger et Gayet-Viaud 2011, 11). Sans préjuger des limites de la sphère du politique (Lefort 1986), l'ethnographie du politique connait depuis quelques années un renouveau qui invite à décrire la façon dont l'espace public prend forme au sein de différents collectifs de la société civile (Cefaï et al. 2012), jusqu'à observer comme politiques des situations d'« évitement » du politique (Eliasoph 2010).

Cet article se veut contribuer à ce champ de recherches, en explorant le flux des expériences et des interactions qui se déploient au sein d'associations organisées autour d'un enjeu public de solidarité avec les plus laissés-pour-compte de notre société, afin d'observer si elles rendent possible (ou non) l'émergence du politique. Pour ce faire, une approche par la socialisation a été retenue, selon le sens spécifique conféré à cette notion par G. Simmel (1999) et, surtout, par G. H. Mead (2006), ainsi que la relecture de cet auteur par A. Honneth (2002). Seront également mobilisés certains apports clés de la sociologie goffmanienne, en particulier la notion de « carrière morale » (Goffman 1968) et les opérations de cadrage de l'expérience (Goffman 1991).

1 Nous tenons à remercier le professeur Mathieu Berger pour ses conseils judicieux au cours de l'enquête ayant mené à cet article, ainsi que le professeur Marc Zune pour ses précieux commentaires sur les versions antérieures de ce texte. Nous remercions également les responsables et les volontaires de la Croix-Rouge de Belgique, qui ont permis la réalisation de cette enquête en nous accueillant au sein de leurs associations.

L'enquête ethnographique dont cet article est issu a été réalisée au sein de trois collectifs locaux de la Croix-Rouge de Belgique (ci-après CRB). Ces Maisons Croix-Rouge (ci-après MCR) sont des « associations de services de proximité » (Laville 2010) qui proposent une assistance matérielle aux personnes en difficulté (aliments, vêtements et objets divers à prix réduits) et qui se veulent être des espaces « conviviaux », voire des lieux d'entraide et de solidarité[2].

L'entrée par la question de la socialisation au sens de Simmel et Mead sera présentée et justifiée en premier lieu. S'ensuivra un exposé de la méthode ethnographique mobilisée. Puis les résultats de l'enquête seront séquencés en trois parties : (1) les formes de socialisation entre les « volontaires » et les « bénéficiaires »[3], (2) les formes de socialisation parmi les bénéficiaires des services et (3) les formes de socialisation parmi les volontaires assurant les services. Enfin, avant de conclure, les résultats de l'enquête seront discutés en regard de l'idée d'une culture de « convivialité » portée par ces associations.

2 Associations et socialisation

2.1 De l'importance de l'étude des interactions et de leurs conditions dans les associations

Depuis les travaux pionniers d'A. de Tocqueville (1992) au XIX^{ème} siècle, les associations ont été considérées dans la plupart des études les concernant comme garantes de la démocratie et d'une société civile vivante. A l'aube du XXI^{ème} siècle, certains observateurs ont mis en doute ces considérations, en particulier J. Ion (1997) qui a suggéré la fin d'un modèle d'engagement « militant » (politique et communautaire) et la naissance d'un modèle d'engagement « distancié » (professionnel et individuel). Par contraste, J.-L. Laville (2002 ; 2010) souligne que les associations sont aussi porteuses de nouvelles formes d'engagement citoyen et de solidarité.

Ces propositions théoriques générales se doivent d'être interrogées au regard des pratiques et des expériences situées. Ce faisant, à partir d'une enquête ethnographique réalisée en France au sein d'associations de quartier, C. Hamidi a mis en question les liens supposés entre ces collectifs et la « sphère politique » (2010, 18), en montrant les effets partiels et graduels de la socialisation associative en matière d'apprentissage des normes démocratiques et de politisation. Partant d'une conception

2 Les MCR agissent selon les principes et sous le regard des niveaux supérieurs de la CRB, qui entretient un rapport dit à la fois « auxiliaire » et « autonome » vis-à-vis des pouvoirs publics (Charte de la CRB).

3 Les termes de « bénéficiaire » et de « volontaire » sont les catégories utilisées dans les associations enquêtées pour désigner respectivement les usagers des services d'une part et les bénévoles qui assurent ces services d'autre part (même si le terme de « bénévole » est également utilisé de temps à autre). Dans la mesure où ces catégories statutaires ont un effet sur les interactions et les expériences, nous les reprendrons telles quelles dans cet article.

plus radicale du politique, conçu comme trouvant son essence dans la discussion et l'action communes, N. Eliasoph (2010) a enquêté au sein d'associations bénévoles aux Etats-Unis et a mis en évidence les formes d'évitement actif de conversations animées par « l'esprit public ». Par rapport à ces travaux, notre propos vise ici à observer, à un niveau infra-politique, si les conditions de l'interaction au sein des associations enquêtées rendent possible ou non une « mise en commun des paroles et des actes » (Eliasoph 2010, 23), qui seule peut déboucher sur du politique.

Pour ce faire, suivant S. Nicourd (2009), il convient de partir de l'analyse située de la façon dont les interactions prennent forme à travers l'activité ordinaire des associations, tout en tenant compte des trajectoires des personnes et du contexte sociohistorique. Cette approche est particulièrement pertinente pour étudier des associations qui ne s'identifient pas à des collectifs militants mais qui proposent des services au nom de valeurs politiques (Havard Duclos et Nicourd 2005). Pour appréhender les interactions et leurs conditions en ce sens, une entrée par la question de la socialisation, selon le sens donné à cette catégorie par Simmel et par Mead, nous semble particulièrement fructueuse.

2.2 Une approche de la socialisation héritée de G. Simmel et de G. H. Mead

L'émergence du politique prend racine dans les conditions de l'interaction, moyennant une transformation du soi dans un contexte qui le permet. Au fondement, elle est conditionnée à la possibilité de l'être ensemble. Cela étant, elle est indissociable de la question de la socialisation au sens des écrits pionniers de Simmel et surtout de Mead (ainsi que de leur héritage dans la sociologie de E. Goffman). C'est pourquoi nous partons d'une telle approche de la socialisation, dont il convient de resituer brièvement les balises.

Nous empruntons à Simmel son concept de « formes de socialisation », qui désigne les façons dont la société, continuellement « en train de se constituer » à travers les « actions réciproques » entre les individus, se cristallise de façon durable ou temporaire (Simmel 1999, 55). En retour, ces formes sont mobilisées dans les interactions entre les individus. Elles expriment ainsi la tension entre « la permanence de la vie sociale et son mouvement perpétuel, sa recréation constante » (Martuccelli 1999, 382). Tension qui se rejoue dans l'expérience de l'individu, « lieu immédiatement concret de toute réalité historique » (Simmel 1999, 43).

Les travaux de Mead ont permis de perfectionner la compréhension de la socialisation telle qu'elle était éclairée par Simmel. Selon Mead (2006), le processus social permet le développement du « soi » et de l'« esprit », ce qui rend possible la constitution de la société. Le soi se constitue à travers les interactions dans lesquelles l'individu est engagé. Il apparaît dès lors que l'humain se prend comme un objet pour lui-même, de la même façon qu'il se représente tous les éléments de son environnement. Par ce mouvement, « le commerce social se transforme en dialogue interne entre soi et soi » (Cefaï et Quéré dans Mead 2006, 25) ou, pour le dire plus distinctement,

entre le « moi » – face « objective » du soi qui prend forme via les attitudes des autres adoptées par l'individu – et le « je » – face « subjective » du soi, qui répond au « moi » dans l'interaction en fonction de son interprétation des attitudes des autres, des valeurs du soi et de sa conception de son propre accomplissement, qui s'inscrivent dans la temporalité de l'expérience. Selon Mead (2006), les interactions entre les soi des membres d'une communauté conduisent à l'émergence de « significations communes » partagées entre eux, auxquelles ils confèrent certaines valeurs. Ainsi se constituent des « mondes communs » ou des « univers de discours » partagés par les membres d'un collectif. Mead avance également la notion d'« autrui généralisé » « pour rendre compte de la reprise par les individus des rôles, des attitudes et des perspectives de la ‹ collectivité dans son intégralité › » (Cefaï et Quéré dans Mead 2006, 64). Quant à l'esprit, il apparait lorsque le soi et les significations communes sont constitués. Cette notion renvoie à l'organisation, par l'individu, des attitudes qu'il est susceptible d'adopter envers son environnement social en présence, lorsqu'il est confronté à une situation problématique. Le choix de l'attitude s'effectue sur base des symboles significatifs associés aux différentes réponses possibles, de l'expérience passée et du futur anticipé.

Cette approche de la socialisation revêt une grande pertinence pour comprendre l'émergence ou l'éclipse du politique, en partant de ses fondements, à savoir les conditions de l'interaction. Elle offre un cadre ouvert intégrant les interactions et les expériences individuelles, ainsi que leur ancrage temporel et culturel. Elle a connu un héritage évident dans les concepts de Goffman qui seront mobilisés et définis dans les développements qui suivent.

3 Méthode de recherche

L'enquête s'est déployée comme une démarche ouverte sur un temps long (d'octobre 2016 à juin 2017), suivant deux phases : d'abord une immersion dans les associations via trente séquences d'observation participante (à raison de dix demi-journées dans chacune des associations) et, ensuite, vingt-cinq entretiens compréhensifs (Kaufmann 2016) d'une durée moyenne d'une demi-heure avec les bénéficiaires des services d'une part (quinze entretiens) et avec les volontaires d'autre part (dix entretiens). La méthode déployée s'est appuyée sur les suggestions de J. Katz (2002) qui invite à analyser les conduites en considérant à la fois la façon dont elles prennent forme dans l'interaction, dont elles s'intègrent dans des processus pratiques d'action et dont elles sont liées à des logiques générales incorporées par les acteurs. Cette ethnographie en trois dimensions (Katz 2013) permet de mettre en œuvre l'approche de la socialisation reprise ici.

L'option d'une enquête comparative entre plusieurs MCR a été retenue afin de mettre en perspective les descriptions et les analyses locales et faire émerger des

formes et des processus typiques (Cefaï 2003). Les trois associations enquêtées sont localisées au sud de la Belgique, dans la province de Hainaut, dans des contextes socio-économiques diversifiés et respectivement situées en milieux urbain, péri-urbain et rural.

3.1 Comprendre les processus via l'observation participante et les entretiens

L'objectif des observations participantes était de comprendre en profondeur les contextes d'expérience et d'activité des enquêtés (Cefaï 2003) en observant la réalité « sinon ‹de l'intérieur› au sens strict, du moins au plus près de ceux qui la vivent, et en interaction permanente avec eux » (Olivier de Sardan 2008, 48).

Sur le terrain, le rôle de l'enquêteur s'approchait de celui de l'« observateur-comme participant » théorisé par R. Gold (2003), observant et s'impliquant dans les discussions et les activités sans pour autant apparaitre comme un participant comme les autres. Considéré comme un observateur passager qui ne demandait qu'à apprendre, l'enquêteur a été accueilli en confiance au sein des collectifs. La compréhension fine des situations n'était toutefois pas chose aisée tant l'univers social de l'enquêteur (jeune universitaire issu d'un milieu social aisé) et celui des volontaires et des bénéficiaires (principalement des personnes plus âgées issues de milieux moins aisés, voire précarisés) étaient différents. Cela étant, par une méthode rigoureuse et un temps certain passé sur place, l'enquêteur a tenté de saisir autant que possible les processus à l'œuvre au sein des collectifs.

Parallèlement et suivant les séquences d'observation participante, des « entretiens compréhensifs » (Kaufmann 2016) ont été réalisés avec les bénéficiaires et les volontaires. L'objectif de ces interactions privilégiées était d'approfondir la compréhension des processus observés *in situ,* en obtenant des données à la fois objectives (sur les pratiques concrètes) et subjectives (sur les représentations et les interprétations de ces pratiques) (Beaud 1996). Ces entretiens ont été menés au sein des bâtiments des associations, dans des locaux mis à disposition de l'enquêteur à cet effet, afin de favoriser une expression aussi libre que possible. Si cette configuration a permis des échanges riches et longs sans interruption, elle a toutefois pu accentuer de temps à autre l'effet intimidant de la situation d'entretien. En témoignent certaines réponses courtes ou hors sujet et les attitudes réservées de quelques bénéficiaires de ces services en particulier, pris par la volonté de projeter un « moi acceptable » (Goffman 1974) dans cette interaction avec l'enquêteur.

3.2 Observer, décrire et analyser

Pour comprendre et expliquer les conduites sociales, Katz (2002) prône l'intégration analytique de trois dimensions différentes mais indissociables, qui font totalement écho à l'approche de la socialisation mobilisée ici. Les conduites doivent d'abord être considérées selon la façon dont elles prennent forme à travers les interactions, « via des constructions conjointes des acteurs et leurs anticipations des significations

qu'auront leurs conduites du point de vue des autres »[4] (Katz 2002, 259). Il s'agit ensuite de décrire comment ces conduites s'intègrent dans des processus pratiques d'actions poursuivis en vue d'atteindre certains objectifs, ici apparait une dimension biographique. Enfin, il faut éclairer en quoi les conduites observées sont reliées à des logiques générales incorporées par les acteurs, même si celles-ci transcendent la conscience qu'ils ont de leurs actions. En considérant ces trois dimensions dans leurs imbrications mutuelles, l'approche prônée par Katz (2001) permet de décrire le « comment » des processus mais aussi de répondre au « pourquoi » de ceux-ci.

4 Les formes de socialisation en Maisons Croix-Rouge

Deux statuts différents coexistent donc en MCR : les bénéficiaires des services (aide alimentaire[5] et vestimentaire) d'une part et les volontaires assurant ces services d'autre part. Les interactions entre ces deux types d'acteurs seront décrites en premier lieu, pour être complétées et éclairées ensuite par les formes de socialisation parmi les bénéficiaires puis parmi les volontaires. Précisons d'emblée que ces catégories ne sont pas hermétiques : certains bénéficiaires deviennent volontaires et plusieurs volontaires sont en même temps bénéficiaires des services.

4.1 Les formes de socialisation entre les volontaires et les bénéficiaires

4.1.1 La socialisation des volontaires en relation avec les bénéficiaires

Les volontaires adoptent une attitude qui peut être qualifiée d'empathique à l'égard des bénéficiaires, si l'on comprend l'empathie comme l'expression, sous certaines conditions sociales, de la capacité d'adopter la perspective d'autrui et de comprendre son expérience (Perreau 2019). Cette attitude se manifeste à travers des moments d'écoute attentive, des conseils et même, de temps à autre, des partages d'expériences en vue d'apaiser des bénéficiaires désemparés[6]. Les volontaires dont les parcours sont marqués par des processus de précarisation, partageant un « monde commun » (Mead 2006) avec les bénéficiaires, adoptent d'autant plus cette attitude. Ils semblent capables de partager là où d'autres ne seraient qu'en état de compatir. Ils jouent un rôle clé de « normalisation » du recours à l'aide sociale avec des réactions-types telles que « il ne faut pas s'en faire vous n'êtes pas le/la seul(e) » ou « tout le monde peut avoir besoin d'aide ».

L'attitude empathique que manifestent les volontaires à l'égard des bénéficiaires peut toutefois, à certains moments, basculer dans des formes de condescendance plus

4 Citation traduite de l'anglais.

5 L'accès au service d'épicerie sociale est conditionné à la détention d'attestations individuelles délivrées par les organisations partenaires des MCR, à savoir le plus souvent le centre public d'action sociale (CPAS) de la commune où réside la personne, après vérification par un assistant social que la personne vit en situation de pauvreté.

6 Nous verrons que le recours aux services des MCR peut être particulièrement éprouvant.

ou moins affectueuses, à l'image de ces qualificatifs – « mon petit monsieur », « ma petite dame » – ajoutés par certains volontaires lorsqu'ils s'adressent aux bénéficiaires.

En retour de leur engagement dans les relations, les volontaires apprécient que les bénéficiaires reconnaissent leur rôle d'accueillant, à la fois à l'écoute et empathique. Lorsqu'ils ne se sentent pas reconnus, ils peuvent laisser transparaitre une certaine frustration, comme cette fois où, après avoir déployé un accueil très démonstratif, en se pressant d'ouvrir la porte et de proposer à boire, une volontaire se montra légèrement vexée lorsque le nouvel arrivant refusa de s'attarder – lui rétorquant « comment ça, pas de café !? ».

Dans le même esprit, la veste rouge écarlate de l'association apparait comme une forme de « signe transitoire » (Goffman 1975) permettant l'identification en tant que volontaire et, dans une certaine mesure, la désidentification par rapport aux bénéficiaires. Les volontaires oublient rarement de l'endosser, voire refusent de l'ôter, à l'instar de cette chaude matinée où une bénéficiaire devenue volontaire déclarait à sa collègue : « si j'enlève ma polaire on ne va plus me reconnaître ».

4.1.2 La socialisation des bénéficiaires en relation avec les volontaires

Les bénéficiaires adoptent une attitude d'humilité en présence des volontaires. En silence, ils se tiennent relativement à distance de ceux-ci. Lorsqu'ils entrent en interaction avec les volontaires, ils se confient régulièrement sur les difficultés qu'ils traversent (santé, famille, argent, etc.), attendant en retour une oreille attentive, d'éventuels conseils, voire un certain réconfort.

L'attitude des bénéficiaires à l'égard des volontaires est compréhensible au regard des représentations qu'ils ont de ces derniers. Les volontaires sont perçus comme des figures de normalisation et leur rôle est particulièrement valorisé. En entretien, les bénéficiaires se disent profondément reconnaissants de l'accueil et du travail des volontaires.

Face aux basculements ponctuels de l'attitude de certains volontaires dans des formes de condescendance, les bénéficiaires tentent de « sauver la face » (Goffman 1974) en rééquilibrant la relation asymétrique dans laquelle ils sont engagés via un ton amical ou familier.

> V [volontaire] : *Bonjour mon grand! C'est Adamo votre nom, c'est ça? Comme le chanteur?*
>
> B [bénéficiaire] : *Mmh…*
>
> V : *Mais vous n'avez pas les finances…*
>
> B : *Oh… On ne sait jamais ça…*

Quelques bénéficiaires se montrent de temps à autre déçus de ne pas être considérés d'égal à égal par les volontaires, à l'image d'Alain[7] qui regrette d'avoir été pris de haut par une volontaire.

> *Elle a dit tout et n'importe quoi. […] « Moi j'aide, je suis fière, vous êtes des petits, vous n'êtes rien du tout, donc toi t'es plus bas et moi je suis plus haute », ça je n'aime pas.*

Ces rares déceptions quant à l'attitude des volontaires émergent en particulier lorsque la personne bénéficiant des services s'est vu refuser l'accès au statut de volontaire qui, comme nous allons le voir, peut revêtir une importance particulière pour certains bénéficiaires.

4.1.3 Des formes de socialisation qui s'inscrivent dans l'espace

La façon dont les acteurs se positionnent dans l'espace n'est pas anodine. Des formes d'« espacements » peuvent être observées en situation entre les volontaires et les bénéficiaires, c'est-à-dire des tendances « à se répartir dans l'espace disponible de façon à placer physiquement une frontière conventionnelle à la communication »[8] (Goffman 1963, 161). Tandis qu'il est assez commun de voir les bénéficiaires tenir une position de « spectateurs » dans des espaces en retrait (comme le hall d'entrée), les volontaires se positionnent plutôt en tant que « participants ratifiés » dans les espaces centraux des associations (service d'épicerie sociale et service vestimentaire) (Goffman, dans Berger et Sanchez-Mazas 2008, 186).

Les interactions entre les volontaires et les bénéficiaires diffèrent également selon l'organisation et la disposition spatiale des services. Les attitudes ordinaires entre ces deux types d'acteurs se manifestent particulièrement au sein du service d'épicerie sociale, qui présente un cadre très ritualisé (accès individualisé[9] et présence d'un bureau derrière lequel se place le volontaire en charge du service). La différence des statuts est moins manifeste au sein du service vestimentaire, où les volontaires et les bénéficiaires se croisent, se saluent et se distinguent principalement par le ton plus ou moins élevé de leur voix et la couleur de leur veste, rouge ou non.

4.2 Les formes de socialisation parmi les bénéficiaires

Au sein des trois associations, les salles d'attente pour accéder au service d'épicerie sociale – offrant l'occasion principale de nouer des liens sociaux entre les bénéficiaires des services – sont pourtant généralement silencieuses. Certaines frictions émergent de temps à autre sur base d'événements qui sembleraient futiles à quelqu'un d'étranger à la situation : une porte ouverte brutalement, un contact malheureux ou une erreur

7 Par souci d'anonymat, les prénoms de toutes les personnes mentionnées dans cet article ont été modifiés.

8 Citation traduite de l'anglais.

9 L'accès à ce service est régulé de façon à ce que les bénéficiaires puissent choisir leurs produits en toute « discrétion » : les personnes y entrent seules ou par petits groupes.

sur l'ordre des entrées dans l'épicerie. Le plus souvent, les bénéficiaires ne s'attardent pas au sein des associations. Les volontaires confirment également ces observations :

> *Ils se regardent en chiens de faïence […], j'ai l'impression qu'il y a une tension [entre les bénéficiaires] […] j'ai peur qu'un jour certains en arrivent aux mains.* (Maryse)

> *Entre bénéficiaires… on est poli mais j'ai plutôt l'impression que ça en reste là.* (Daniel)

> *Il y en a qui sont fort réservés, ils viennent, ils prennent, ils paient, ils s'en vont.* (Sylvie)

Si, en entretien, la plupart des bénéficiaires disent aspirer à nouer des liens sociaux au sein de l'association, ils ne souhaitent pas nécessairement initier des contacts avec les autres bénéficiaires et, le cas échéant, ils éprouvent des difficultés à amorcer des relations. Cette situation peut être comprise au regard d'une « carrière morale » (Goffman 1968) constituée de trois phases traversées par la plupart des bénéficiaires au fil de leurs fréquentations des associations.

4.2.1 La carrière morale du bénéficiaire

Avec les écrits des sociologues proches de la tradition « interactionniste », héritant des travaux de Mead, la notion de « carrière » en est venue à désigner un processus de constitution du soi qui se développe selon des phases successives dans certaines conditions sociales. En s'intéressant aux aspects « moraux » de la carrière, Goffman (1968) entendait les modifications de la personnalité et des représentations de soi-même et des autres. En lien avec l'approche de Mead, la carrière morale renvoie au dialogue entre les « significations intimes » que l'individu a de lui-même (dimension « subjective » du soi) et sa « situation officielle » dans le cadre des interactions sociales (dimension « objective » du soi). La carrière morale interagit également avec des logiques sociales générales, des autrui généralisés au sens de Mead. En ce sens, Goffman a montré que le concept de carrière permet d'étudier comment un certain traitement, par la catégorisation statutaire qu'il sous-tend et les représentations collectives qui y sont associées, en vient à « [modifier] le destin social de l'individu » qui en fait l'objet (1968, 180).

a) La phase de l'« embarras »

Lors des premiers recours aux services sociaux proposés par les MCR, le nouveau bénéficiaire apparait généralement mal à l'aise. Il est tenté de se « distancier » (Goffman 1968) des autres bénéficiaires, voire de les « éviter » (Goffman 1974) en se tenant à l'écart (y compris parfois en dehors de la salle d'attente). Il est « embarrassé » (Goffman 1974) à l'idée d'être « discrédité » (Goffman 1975) en étant associé aux autres bénéficiaires, qui représentent la figure de l'« échec » par rapport à certaines valeurs

que la personne a intériorisées, telles que l'autonomie et l'indépendance pour l'accès à une situation économique viable – « savoir se débrouiller tout seul » [Colette].

> Enquêteur : *J'ai remarqué qu'il y a peu de contacts qui se créent entre les personnes qui viennent ici, je me demandais pourquoi selon vous…*
>
> Claudine : *Moi je vois qu'on tient ses distances, qu'on ne parle pas beaucoup et tout ça… de moi-même je ne vais pas le faire non plus… […] surtout au début… […] je me disais : je ne vais quand même pas aller demander l'aumône […], c'est vraiment montrer… pas que je n'ai rien, ce n'est pas ça, mais c'était aller avec les gens vraiment… pas qu'ils sont moins que moi mais… les gens qui n'ont vraiment rien et tout ça…*

Dans les termes de Mead, on peut lire cette phase comme un bousculement soudain de la structure du soi du fait de l'expérience d'un « moi » dévalorisé par le recours aux services sociaux. Cela invite le « je » à répondre au « moi » dans l'interaction de façon à préserver autant que possible l'image du soi constituée au fil des échanges passés, via des formes de distanciation. Dans certains cas critiques, l'écart entre le « je » et le « moi » est tel que l'individu en vient à perdre le contrôle de ses expressions jusqu'à fondre en larmes. Ces formes d'émoi se manifestent à l'écart des autres bénéficiaires (en dehors de la salle d'attente, dans l'épicerie ou à l'extérieur des bâtiments).

> *Quand j'arrivais ici, je passais par derrière et on parlait de l'autre côté [avec les volontaires], parce que je suis arrivée ici en pleurs parfois.* (Marie)

Cette phase d'« embarras » initiale semble très fréquente dans l'itinéraire moral des bénéficiaires. Elle présente des similitudes avec l'expérience des personnes que S. Paugam a qualifié de « fragiles », c'est-à-dire les personnes qui sont dans une situation intermédiaire et ne recourent que ponctuellement à l'aide sociale, qui présentent une « attitude de repli ou de distanciation dans les relations sociales, [craignant] d'être assimilés aux ‹ cas sociaux › » (2009, 148).

b) La phase du « quant-à-soi »

Les personnes qui bénéficient des services proposés par les MCR semblent pour la plupart s'accommoder progressivement de leur position de bénéficiaire. Le rôle de « normalisation » du recours à l'aide sociale par les volontaires est clef pour atténuer l'embarras initial.

Si l'intention de nouer des relations avec d'autres bénéficiaires peut émerger durant cette phase, les personnes ont toutefois tendance à rester sur leur quant-à-soi. Non seulement la « gêne » et la « honte » persistent en partie mais l'« ordre de l'interaction » (Goffman 1988) peut également faire obstacle à l'initiation de relations sociales, à l'image de Colette qui confiait un matin qu'elle « [aurait] bien voulu prendre une tasse de café » mais qu'elle n'a « pas osé » car « déjà engager la conversation vous ne savez pas si les personnes veulent bien parler ». Si le soi se

constitue via les interactions auxquelles il participe, en adoptant la même attitude à l'égard de lui-même que celle des autres à son égard et envers eux-mêmes (Mead 2006), il est compréhensible que la personne adopte une attitude de repli sur soi, à l'image de l'attitude adoptée par les autres bénéficiaires.

Durant cette phase, la personne peut être tentée de retourner le stigmate envers ces bénéficiaires qui « [profiteraient] du chômage ou des aides sociales » [Fabienne] ou les personnes d'origine étrangère, ces « malheureux » [Gisèle]. Ceci rappelle les formes de distinction que Paugam a observé dans le chef des « assistés » par rapport aux « faux-pauvres » ou aux « étrangers » afin de « relativiser l'infériorité sociale […] et conjurer, de façon adroite, les reproches de défaillance sociale » (2009, 202).

c) La phase de « désidentification »

Après avoir bénéficié des services de l'association depuis un certain temps, il est fréquent de voir les bénéficiaires chercher à « faire bonne figure » dans les associations (Goffman 1974) en adoptant des attitudes leur permettant de se « désidentifier » (Goffman 1975) des autres bénéficiaires. Dans les termes de Mead, cette phase renvoie aux types de conduite adoptés par l'individu lorsqu'il ne s'accommode plus d'un « moi » dévalorisé et que l'instance subjective du soi, symbolisée par le « je », répond au « moi » afin de se présenter autrement. Cette troisième phase, que l'on peut qualifier de désidentification, se décline selon trois modalités.

La première modalité consiste à présenter une identité alternative, c'est-à-dire qu'il s'agit pour la personne de retrouver une cohérence expérientielle en changeant d'attitude afin de mettre en avant d'autres normes et de contourner ainsi le stigmate, à l'image de Anne, qui semble plutôt à l'aise dans l'association et pour qui les personnes qu'elle y croise perdent le sens du lien social.

> *Moi quelques fois je rentre dans la pièce : « bonjour ». On me regarde comme si j'avais dit : « il y a le feu ». […] Je pense qu'il manque du social dans le cœur des gens.*

Le fait de donner du matériel est une deuxième façon de « manier le stigmate » (Goffman 1975) en se distinguant des autres bénéficiaires « qui ont encore moins » [Christiane] et qui dès lors ne peuvent que « recevoir ». Lorsqu'un bénéficiaire se présente fréquemment en tant que donateur, il peut se montrer frustré d'être ramené à sa position de bénéficiaire, comme ce matin-là où une dame avec quelques vêtements en main s'approcha d'une volontaire pour demander le prix de ces articles, ce qui fut pris pour un don et donna lieu à une certaine tension – « on ne peut pas toujours donner, hein ! » – plutôt qu'à une simple rectification.

Troisièmement, plusieurs bénéficiaires sont devenus (ou souhaitent devenir) membres de l'équipe des volontaires. Certes le statut de volontaire apparait comme une façon de donner plutôt que de recevoir mais, surtout, il représente l'activité et l'indépendance, au contraire de l'inactivité et de la dépendance tant redoutées. Le

volontariat est perçu comme une manière d'être « dynamique » et « actif », voire comme un « métier ». On perçoit ici que la valeur du travail s'immisce dans ces collectifs hors de l'emploi. Cette troisième et dernière modalité de la phase de « désidentification » invite à prolonger l'analyse en explorant ce qu'il se passe du côté des volontaires.

4.3 Les formes de socialisation parmi les volontaires

Les formes d'échanges entre les volontaires sont diversifiées. D'une part les volontaires discutent souvent assez librement de sujets divers du quotidien (santé, argent, famille, etc.) et, à certains moments et/ou dans certains espaces, partagent entre eux des expériences de vie plus intimes. D'autre part les relations entre les volontaires sont également empreintes de jeux de pouvoir et de frictions ponctuelles. Ces observations invitent à explorer plus avant les formes de socialisation qui se développent au sein de cette catégorie. Pour ce faire, la description des « motifs d'engagement » (Cefaï 2009) est très éclairante. Suivant Katz (2002), il convient pour comprendre ces motifs de se pencher sur les processus pratiques dans lesquels ils s'inscrivent.

4.3.1 Les Maisons Croix-Rouge comme espaces de socialisations liminales

La plupart des volontaires rencontrés dans les associations traversent des processus de précarisation, à la fois sur le plan économique (aucun d'entre eux n'exerce un emploi rémunéré[10]) et sur le plan relationnel (nombre de volontaires sont des dames d'un certain âge qui vivent de façon isolée). Les MCR peuvent apparaitre comme des supports sur lesquels s'appuyer pour résister aux difficultés quotidiennes, en se constituant comme des « espaces intermédiaires » entre intégration et désaffiliation (Castel, 2009) où se développent des « socialisations liminales » (Roulleau-Berger 2007, 143).

Le concept de « liminalité » renvoie à une phase de transition au cours de laquelle les personnes sont « suspendues » entre deux états différents (Hopper 2003) – ici entre « intégration » et « désintégration ». Pour certains volontaires, surtout les plus jeunes, l'engagement en MCR s'inscrit dans la perspective d'un retour à l'emploi, une façon de « se donner les moyens » [Imad] pour trouver une place sur le marché du travail via les contacts et les compétences acquises dans l'association. Mais l'expérience liminale peut aussi engendrer de nouveaux styles de vie et « suspendre » la transition (Hopper 2003). C'est le cas des autres volontaires, souvent plus âgés, qui conçoivent leur engagement en MCR de façon plus durable que transitoire. L'association leur apparaît comme un collectif au sein duquel ils peuvent être reconnus par les autres participants et se sentir valorisés.

10 Nombre de volontaires bénéficient de prestations sociales soit du CPAS, soit d'une mutuelle de santé, soit des organismes en charge des allocations de chômage et des pensions de retraite. Il importe de préciser que le volontariat en MCR est réalisé à titre entièrement gratuit.

L'expérience liminale des volontaires, alternant « entre sursis et insertion » (Berger et Sanchez-Mazas 2008), permet d'éclairer les formes de socialisation qui s'élaborent parmi ces personnes.

a) La « fabrication » du volontariat en support économique

Pour des personnes qui ont des difficultés matérielles, l'engagement en MCR peut constituer un support de débrouille, une « astuce » pour « boucler le mois » [Sylvie]. Au même titre que les bénéficiaires, la plupart des volontaires paient une légère rétribution en retour des aliments et des vêtements qu'ils reçoivent. À la marge, quelques volontaires détournent parfois l'un ou l'autre bien de première nécessité pour leur propre compte. Ces pratiques sont particulièrement discréditées au sein des équipes.

Goffman (1991) propose le concept de « fabrication » pour désigner ces pratiques qui désorientent l'activité d'un individu ou d'un collectif et altèrent leurs croyances sur une situation. Il s'agit d'un processus de transformation du « cadre primaire » – qui permet de donner du sens à une situation (l'activité volontaire comme don pour autrui sans stratégie sous-jacente) – en un « cadre secondaire », par une reprise individuelle ou collective de l'activité à d'autres fins que celles qui sont posées par l'application du cadre primaire (à savoir ici lorsque le volontariat devient un « support économique ») (Martuccelli 1999).

Ce processus de « fabrication » peut susciter un certain malaise parmi les volontaires témoignant de l'importance de « tenir son rôle », à l'image de cette fois où un volontaire s'adressa à l'équipe à propos du fait de mettre quelques aliments de côté avant l'arrivée des bénéficiaires : « il y a des limites à ce qu'on peut se permettre ! ». Ce processus peut également conduire à des tensions entre les volontaires. Interrogeant une volontaire sur les raisons d'une querelle qui l'a opposée à une autre membre de l'équipe, celle-ci s'insurge contre le fait que sa collègue détourne des produits pour gagner de l'argent pour son propre compte.

> *Elle vient juste pour son business ! Elle prend de la Croix-Rouge pour revendre sur Internet ! C'est pour ça que ça a pété avec elle !* (Maryse)

La volontaire mise en cause regrette quant à elle « l'espionnette » à laquelle se livrent certains volontaires qui impose d'« *être toujours sur ses gardes* » pour « garder sa place ». La tension naît du décalage entre la revendication du rôle social qu'occupent les volontaires – avant tout une position de don pour autrui sans intérêt matériel sans jacent – et la reprise de l'activité à des fins instrumentales, liées à sa propre situation socio-économique difficile.

Ces pratiques et les tensions qui en découlent se produisent en l'absence des bénéficiaires, soit en arrière-boutique – en « zone franche » (Goffman 1968) – soit à des périodes sans bénéficiaire au sein de l'espace associatif, comme s'il s'agissait pour les volontaires de ne pas être « discrédités » (Goffman 1975).

b) La « modalisation » du volontariat en support d'inclusion

L'engagement associatif peut être une façon de sortir de l'isolement en rejoignant un nouvel espace de socialisation. Cette forme d'inclusion sociale permet à la fois de s'entourer de « garde-fous » (Berger et Sanchez-Mazas 2008) pour ne pas sombrer dans l'isolement et de développer une image de soi plus positive en s'identifiant à un groupe valorisé.

Les volontaires échangent souvent entre eux sur des sujets divers et partagent parfois des expériences plus intimes. Comme les pratiques de « fabrication », ces conversations plus « familières » émergent la plupart du temps en l'absence des bénéficiaires. L'espace associatif peut alors aller jusqu'à prendre la forme d'un foyer d'écoute mutuelle au sein duquel plusieurs volontaires se livrent sur leurs expériences personnelles (recours aux services d'aide sociale, dépendances diverses, etc.). Durant ces moments d'échanges, on peut voir poindre ponctuellement les indices d'une émergence possible du politique – « tous les ans la vie est de plus en plus chère » [Vincent] ou, en tant qu'allocataire de prestations sociales, « je n'aimais pas devoir demander, je me sentais jugée » [Nicole]. Mais nous n'avons pas observé de plus amples discussions sur ces sujets.

Goffman (1991) développe la notion de « modalisation » pour désigner ces processus de transformation du sens donné à une activité par un « cadre primaire » en un autre sens qui, à la différence du processus de fabrication, est partagé par les participants. À nouveau, en s'en tenant à un cadre primaire, les volontaires se rassemblent pour venir en aide aux bénéficiaires des services. Selon un cadre secondaire, les associations peuvent prendre la forme d'espaces de socialisation permettant aux volontaires qui vivent des expériences de solitude et/ou de stigmatisation de se rattacher à une communauté et d'y développer une image d'eux-mêmes plus positive – « ici on ne juge pas, on est tous sur un pied d'égalité, on est tous les mêmes [parmi les volontaires] » [Brigitte]. Pour reprendre les termes de Mead : « c'est cette identité capable de se maintenir dans la communauté, qui est reconnue dans cette communauté pour autant qu'elle reconnaît les autres » (Mead dans Honneth 2002, 96).

c) L'éthique du travail comme vecteur identitaire

Les volontaires rencontrés n'exercent pas d'emploi (y compris en dehors de leur activité bénévole). Au-delà des complications matérielles que cela engendre, ces personnes éprouvent également des difficultés à développer une « estime » d'elles-mêmes, permettant de « se rapporter positivement à leurs qualités et à leurs capacités concrètes » (Honneth 2002, 147). Dans les termes de Mead, dont l'approche est à la base de la théorie de Honneth sur la reconnaissance, on peut avancer que le travail constitue une valeur centrale de l'autrui généralisé qui, reprise par les individus, devient une condition de l'accomplissement de soi. Pour retrouver une certaine estime d'eux-mêmes, nombre de volontaires associent le bénévolat à un travail : « ici je travaille,

c'est ma fierté ! » [Maryse], « ici on ne chôme pas ! » [Laurentia], « je travaille à plein temps ici maintenant » [Leïla].

Le travail est un vecteur important des jeux de positions qui s'élaborent entre les volontaires, tentant d'apparaitre comme celui ou celle qui travaille le mieux ou le plus, ce qui se traduit dans les échanges via des réactions telles que « il se tourne les pouces lui ? », « tiens, voilà l'inspecteur des travaux finis ! » ou encore « allez, on embauche ! ». L'estime sociale a la particularité de se développer par différenciation, c'est-à-dire qu'« une personne ne peut se juger « estimable » que si elle se sent reconnue dans des prestations qui ne pourraient être aussi bien assurées par d'autres » (Honneth 2002, 152).

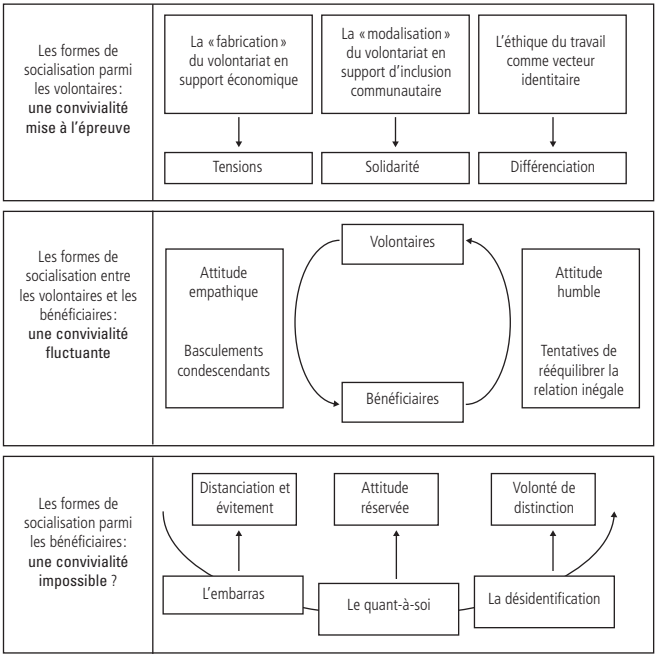
L'éthique du travail est parfois à la source de tensions au sein des collectifs : s'il y a des « couacs » dans l'équipe, c'est notamment « parce qu'il y en qui travaillent plus que d'autres » [Catherine]. Le fait de ne pas se sentir reconnu pour son travail peut être offensant, à l'image de cette friction un matin entre une volontaire et sa responsable à propos d'un arrangement approximatif de vêtements, qui pris fin dans un émoi certain suite à cette réplique énoncée sur le ton de l'humour : « tu ferais mieux de glander va ! » (sous-entendu : plutôt que de travailler sans la minutie voulue).

Ces observations démontrent la centralité du travail comme norme sociale, y compris dans des contextes hors de l'emploi comme les MCR.

5 Des associations « conviviales » ?

L'étude des formes de socialisation au sein des MCR invite à interroger le potentiel politique de ces collectifs, entendu au fondement comme relevant à la fois du « vivre-ensemble » et de l'« agir en commun » (Berger et Gayet-Viaud 2011). Pour cela, nous souhaitons ici reprendre et discuter l'idée de « convivialité », qui est constituante dans le discours de ces associations sur elles-mêmes. Dans ces collectifs, cette catégorie est associée à une ambiance « accueillante », « chaleureuse » et à la création de liens d'« entraide » et de « solidarité ». Sur le plan théorique, cette notion a surtout été reprise par I. Illich (1973) dans une perspective critique visant la libération des contraintes consommatrices et productivistes afin de construire « une société du bien-vivre » (Caillé et al. 2011). Nous optons ici pour une définition plus proche de sa signification pour les acteurs, à savoir des interactions fluides et dénuées de défiance qui rendent possible des formes d'expressivité, soit une forme de déstigmatisation dans le prolongement des travaux de Goffman (1975). La convivialité est en cela profondément associée à la possibilité de créer une communauté de paroles et d'actions, qui constitue l'essence du politique. Autrement dit, en tant que catégorie liée à des formes de socialisation qui permettent la rencontre et la reconnaissance d'autrui au-delà de l'asymétrie de la relation d'aide, la convivialité est ici conçue comme conditionnant l'éventuelle émergence du politique au sein des associations

Figure 1 Les formes de socialisation en MCR



enquêtées. Toutefois, cela ne signifie pas pour autant que la convivialité engendre nécessairement du politique : elle peut aussi rester largement dépolitisée.

Suivant la séquence de notre analyse, les formes de socialisation entre les volontaires et les bénéficiaires mettent en évidence une convivialité fluctuante. D'une part, à travers l'attitude empathique adoptée par les volontaires à l'égard des bénéficiaires et, en retour, via l'attitude humble choisie par les bénéficiaires envers les volontaires, les associations s'approchent d'une forme de convivialité qui pourrait potentiellement donner lieu à des échanges d'ordre politique si toutefois la distinction des statuts était moins manifeste et si l'interaction était prolongée. D'autre part, les basculements ponctuels de certains volontaires dans des formes de condescendance et, en miroir, les modestes tentatives des bénéficiaires de rééquilibrer la relation asymétrique dans laquelle ils sont engagés font obstacle à la convivialité en tant que communauté de dialogue équilibrée. Les formes d'« espacements » (Goffman 1963) entre les volontaires, qui se positionnent en « acteurs pivot » (Berger et Sanchez-Mazas 2008) de l'espace associatif, et les bénéficiaires, qui se placent plutôt en retrait, nuisent également à la convivialité et empêchent toute émergence du politique.

Les formes de socialisation parmi les bénéficiaires interrogent la possibilité d'une convivialité entre ces acteurs. En effet, les trois phases de la carrière morale suivie par ces personnes – l'embarras, le quant-à-soi et la désidentification – se manifestent par des formes de distinction vis-à-vis des autres bénéficiaires qui sont peu propices à la création de relations conviviales et font en même temps obstacle à tout potentiel travail collectif de politisation.

Les formes de socialisation liminales parmi les volontaires mettent la convivialité à l'épreuve. Les pratiques marginales de « fabrication » du volontariat en support économique créent des tensions au sein des équipes. Les formes de « lutte » pour l'estime sociale (Honneth 2002) – en vue d'être celui ou celle qui est le/la plus appliqué(e) au travail – altèrent également la convivialité. Toutefois, les pratiques de « modalisation » du volontariat en support d'inclusion communautaire permettent le développement de relations marquées d'une certaine convivialité et laissent entrevoir des indices d'une possible apparition du politique, qui ne sont toutefois pas suivis de discussions plus approfondies sur les enjeux impliqués dans les échanges.

Cette enquête démontre la diversité des formes de socialisation qui se développent *in situ*, qui ne peuvent véritablement être qualifiées de conviviales et qui ne créent pas de conditions propices à l'émergence du politique. Dans ces associations où les interactants partagent des traits d'expérience communs, seules des relations fluides et dénuées de défiance pourraient donner lieu à une réflexion commune sur les causes structurelles des problèmes traités et des souffrances individuelles, c'est-à-dire à un travail collectif de politisation. En ce sens, la circulation possible entre les statuts contribue à créer les conditions pour des formes de reconnaissance entre les interactants qui pourraient soutenir cette émergence du politique.

6 Conclusion

Cet article avait pour objet d'explorer le potentiel politique d'associations de services sociaux de proximité, à partir d'une enquête ethnographique réalisée au sein de trois associations locales de la CRB. Pour appréhender cet objet, nous avons choisi de partir de la question de la socialisation, selon une approche de cette notion héritée de Simmel et de Mead. Suivant cette perspective, nous avons également pris appui sur les concepts élaborés par Goffman, qui permettent de déployer cette approche en pratique.

A travers l'exploration des formes de socialisation, nous avons mis en évidence la pluralité des univers de sens présents et évoluant au sein des associations enquêtées, qui sont profondément liés à des enjeux politiques sans pour autant être discutés comme tels par les acteurs. D'une part, les valeurs d'indépendance, d'activité et de travail, profondément intériorisées par les acteurs, sont entretenues dans les pratiques et les discours mais aussi recomposées en étant associées au volontariat. D'autre part,

des valeurs de don et d'inclusion prennent également forme au sein des collectifs. L'enquête ethnographique réalisée permet ainsi de saisir les associations comme des espaces hybrides où s'entremêlent des logiques d'expérience et d'action différentes.

L'analyse des formes de socialisation nous a conduit à discuter l'idée de convivialité au sein des collectifs qui, associée à la possibilité d'un vivre ensemble et d'un agir ensemble, est liée à la question du politique. Les attitudes que se manifestent mutuellement les volontaires et les bénéficiaires sont marquées par des va-et-vient entre des formes d'intégration et d'exclusion qui rendent la convivialité fluctuante. Parmi les bénéficiaires, la convivialité semble impossible du fait du processus de carrière morale traversé par la plupart d'entre eux, marqué par l'exacerbation constante des différences. Parmi les volontaires, la convivialité est mise à l'épreuve par les formes de socialisations liminales qui révèlent différentes façons d'investir le statut de volontaire. *In fine*, l'article donne ainsi à voir les entraves à la convivialité au sein de ces espaces associatifs pétris par les expériences de relégation des personnes qui les fréquentent. Ces obstacles nuisent en même temps à un éventuel travail collectif de politisation qui, pour se réaliser, devrait *a minima* s'inscrire dans un cadre où la différence des statuts serait moins marquée et où des espaces pour des discussions plus approfondies seraient ouverts.

7 Références bibliographiques

Beaud, Stéphane. 1996. L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'« entretien ethnographique ». *Politix* 35(3) : 226–257.

Berger, Mathieu et Carole Gayet-Viaud. 2011. Du politique comme chose au politique comme activité. Enquêter sur le devenir politique de l'expérience ordinaire. Pp. 9–24 in *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, édité par Mathieu Berger, Daniel Cefaï et Carole Gayet-Viaud. Bruxelles : P. I. E. Peter Lang.

Berger, Mathieu et Margarita Sanchez-Mazas. 2008. La voix des sans domicile. Des usages sociaux du jeu démocratique dans les Espaces Dialogue en Belgique. Pp. 181–194 in *La voix des acteurs faibles*, édité par Jean-Paul Payet, Frédérique Giuliani et Denis Laforgue. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Caillé, Alain, Marc Humbert, Serge Latouche et Patrick Viveret. 2011. *De la convivialité. Dialogues sur la société conviviale à venir.* Paris : La Découverte.

Castel, Robert. 2009. *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu.* Paris : Seuil.

Cefaï, Daniel. 2003. *L'enquête de terrain*. Paris : La Découverte.

Cefaï, Daniel. 2009. S'engager. Monde vécu, engagement et justification. Pp. 203–213 in *Compétences critiques et sens de la justice*, édité par Marc Breviglieri, Claudette Lafaye et Danny Trom. Paris : Economica.

Cefaï, Daniel, Marion Carrel, Julien Talpin, Nina Eliasoph et Paul Lichterman. 2012. Ethnographies de la participation. *Participations* 4(3) : 7–48.

de Gaulejac, Vincent et Isabelle Taboada Leonetti. 1994. *La lutte des places*. Paris : Desclée de Brouwer.

de Tocqueville, Alexis. 1992. *De la démocratie en Amérique (1840)*. Paris : Gallimard.

Eliasoph, Nina. 2010. *L'évitement du politique*. Paris : Economica.

Goffman, Erving. 1963. *Behavior in Public Places*. New York: The Free Press.

Goffman, Erving. 1968. *Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux*. Paris : Minuit.

Goffman, Erving. 1974. *Les rites d'interaction*. Paris : Minuit.

Goffman, Erving. 1975. *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*. Paris : Minuit.

Goffman, Erving. 1988. L'ordre de l'interaction. Pp. 186–230 in *Les moments et leurs hommes*, édité par Yves Winkin. Paris : Seuil.

Goffman, Erving. 19991. *Les cadres de l'expérience*. Paris : Minuit.

Gold, Raymond. 2003. *Jeux de rôles sur le terrain. Observation et participation dans l'enquête sociologique.* Pp. 340–349 in *L'enquête de terrain*, édité par Daniel Cefaï. Paris : La Découverte.

Hamidi, Camille. 2010. *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*. Paris : Economica.

Havard Duclos, Bénédicte et Sandrine Nicourd. 2005. *Pourquoi s'engager? Bénévoles et militants dans les associations de solidarité.* Paris : Payot.

Honneth, Axel. 2002. *La lutte pour la reconnaissance*. Paris : Cerf.

Hopper, Kim. 2003. *Reckoning with Homelessness*. New York: Cornell University Press.

Illich, Ivan. 1973. *La convivialité*. Paris : Seuil.

Ion, Jacques. 1997. *La fin des militants?* Paris : Les Editions de l'atelier/Editions ouvrières.

Katz, Jack. 2001. From How to Why. On Luminous Description and Causal Inference in Ethnography (part 1). *Ethnography* 2(4) : 255–278.

Katz, Jack. 2013. L'ethnographie en trois dimensions, entretien réalisé par Alexandra Bidet, Carole Gayet-Viaud et Erwan Le Méner. La vie des idées.

Kaufmann, Jean-Claude. 2016. *L'entretien compréhensif*. Paris : Armand Colin.

Laville, Jean-Louis. 2002. L'association comme lien social. *Connexions* 77(1) : 43–54.

Laville, Jean-Louis. 2010. *Politique de l'association*. Paris : Seuil.

Lefort, Claude. 1986. *Essais sur le politique. XIX^{e}–XX^{e} siècles*. Paris : Seuil.

Martuccelli, Daniel. 1999. *Sociologies de la modernité*. Paris : Gallimard.

Mead, George Herbert. 2006. *L'esprit, le soi et la société*. Paris : Presses universitaires de France.

Nicourd, Sandrine. 2009. *Le travail militant*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 2008. *La rigueur du qualitatif*. Louvain-la-Neuve : Bruylant-Academia.

Paugam, Serge. 2009. *La disqualification sociale*. 4ème édition. Paris : Presses universitaires de France.

Perreau, Laurent. 2019. Empathie et sciences sociales : les divers motifs d'une mise à distance. Pp. 223–233 in *Les paradoxes de l'empathie. Philosophie, psychanalyse, sciences sociales*, édité par Patricia Attigui et Alexis Cukier. Paris : CNRS Éditions.

Polanyi, Karl. 1983. *La Grande Transformation*. Paris : Gallimard.

Roulleau-Berger, Laurence. 2007. Grammaires de la reconnaissance, individuation et ordres sociétaux. Pp. 135–148 in *La quête de la reconnaissance. Nouveau phénomène social total*, édité par Alain Caillé. Paris : La Découverte.

Simmel, Georg. 1999. *Sociologie. Etudes sur les formes de la socialisation.* Paris : Presses universitaires de France.